

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N° 791/ Mai 2024

L'ÉCONOMIE DE MAYOTTE EN 2023

Une année de turbulences

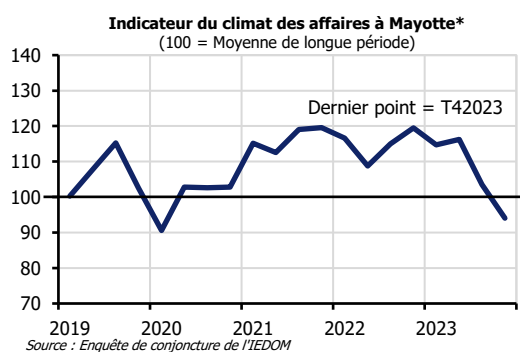
La conjoncture économique du territoire en 2023 a subi plusieurs chocs successifs (opération Wuambushu, crise de l'eau, crise sécuritaire) qui ont dégradé progressivement la confiance des chefs d'entreprise. Le climat des affaires, qui a résisté durant le premier semestre, a connu un fléchissement important au second, passant pour la première fois depuis 2020 en dessous de sa moyenne de longue période (100) au quatrième trimestre. Ainsi, le dynamisme qui a caractérisé l'activité économique mahoraise post-COVID s'est peu à peu essoufflé tout au long de l'année. Tous les secteurs sont concernés par cette tendance.

Dans ce contexte qui a altéré la confiance de la population, et malgré une inflation plus contenue qu'au niveau national, et en voie de ralentissement, les ménages ont ralenti leur consommation, davantage orientée vers les produits courants, et ont renforcé leur épargne.

Pour autant, les prévisions d'investissements à un an demeurent positives, comme le montre la progression continue des crédits d'investissement.

Une conjoncture économique affectée en fin d'année

Un temps résilient, le climat des affaires a fléchi au second semestre



*Pour le dernier trimestre 2023, en raison du mouvement social à Mayotte, l'enquête de conjoncture concerne 44 % des effectifs de notre échantillon

L'année 2023 marque une rupture après la solide reprise de l'activité observée depuis 2021. La succession des différents chocs (opération Wuambushu, crise de l'eau, crise sécuritaire) a pesé sur le moral collectif. Le climat des affaires (ICA) a résisté la première moitié de l'année, avec un dynamisme d'activité qui s'est maintenu, accompagné de carnets de commandes largement remplis et des effectifs en hausse. Celui-ci a même culminé de manière inattendue à 118 points au deuxième trimestre alors que l'opération Wuambushu était annoncée et appréhendée.

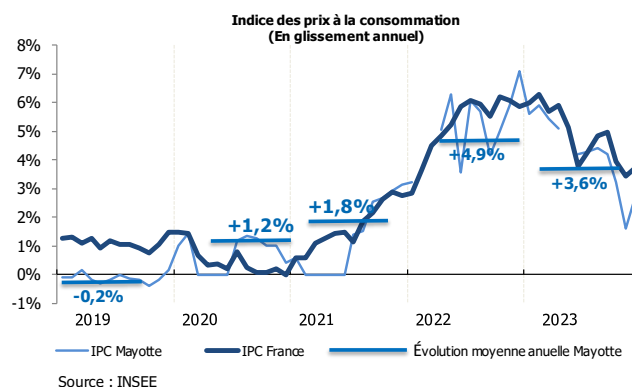
Cependant, l'incertitude a gagné peu à peu les chefs d'entreprise dont les prévisions d'activité étaient en dents de scie tout au long de l'année, au gré des différents chocs survenus. Le durcissement de la crise de l'eau et le contexte sécuritaire très dégradé ont progressivement affecté le dynamisme de l'activité. En conséquence, l'ICA a considérablement fléchi au deuxième semestre. Au quatrième trimestre, il se positionne pour la première fois

depuis 2020 en dessous de sa moyenne de longue période. Les anticipations des chefs d'entreprise pour le début de l'année 2024 demeurent très pessimistes, en raison notamment du blocage de l'île, dû aux barrages érigés par les manifestants sur les principaux axes routiers, dès la fin du mois de janvier.

L'inflation ralentit

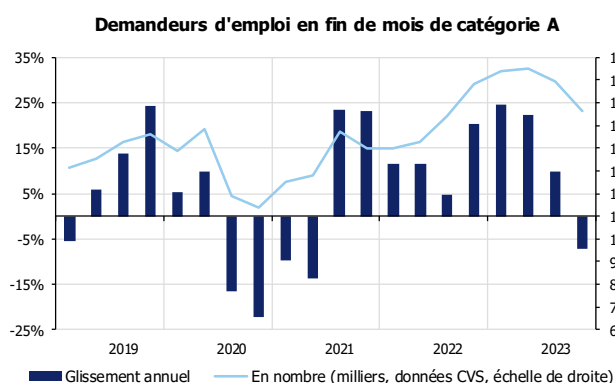
En 2023, l'inflation ralentit et demeure inférieure au niveau national. En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation augmente de 3,6 % (après +4,9 % en 2022), contre +4,8 % pour la France entière. En fin d'année, l'inflation passe sous la barre des 3 % (+2,7 % à fin décembre contre +3,7 % au niveau national).

La décélération de l'inflation est imputable à tous les grands postes. Entre décembre 2022 et décembre 2023, la hausse des prix de l'énergie connaît une augmentation de 9,5 %, contre +16,6 % en 2022. La même tendance est observée pour les prix des produits



alimentaires (+3,2 %, contre +12,7 % en 2022), les services (+3,2 % après +6,3 % en 2022) et les produits manufacturés (+0,6 %, contre +0,9 % en 2022).

Un marché du travail difficilement mesurable



Source : France Travail

Au 31 décembre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en baisse de 7,2 % par rapport à 2022. Cette diminution, la première observée depuis 2020, intervient au second semestre. Si toutes les catégories voient leurs effectifs reculer, la tendance est plus marquée pour les femmes (-8,7 %) que pour les hommes (-6,1 %). D'un point de vue générationnel, les 25-49 ans enregistrent la baisse la plus significative (-10,4 %) alors que le recul reste timide pour les moins de 25 ans (-1,6 %).

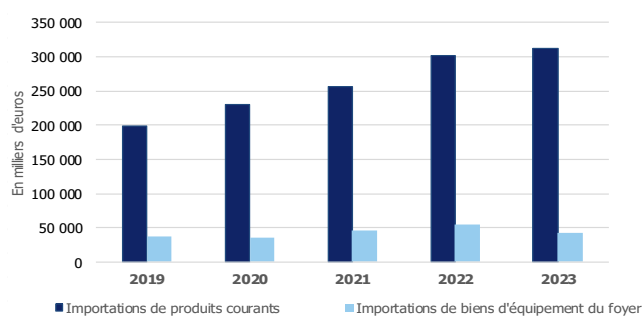
Ces données semblent traduire une amélioration du marché de l'emploi. Toutefois, leur interprétation se doit d'être nuancée. En effet, il demeure difficile de mesurer de manière certaine le marché du travail mahorais. De nombreuses personnes restent à la marge des données officielles, engendrant des difficultés de mesure de leurs comportements en matière de recherche d'emploi.

La consommation des ménages s'oriente vers les produits courants

Sur l'année, la consommation des ménages semble s'orienter vers les produits courants. En effet, les principaux indicateurs reculent comparativement à 2022. Les importations de produits courants qui augmentaient de 17,7 % en 2022, croissent de 3,3 % en 2023 et les biens d'équipement qui progressaient de 16,4 %, sont en recul de 21,1 %. Seules les immatriculations de véhicules neufs sont en augmentation de 8,5 % après -2,4 % en 2022. Ce rebond peut être en partie expliqué par les difficultés d'approvisionnement qu'ont connu les professionnels l'année passée.

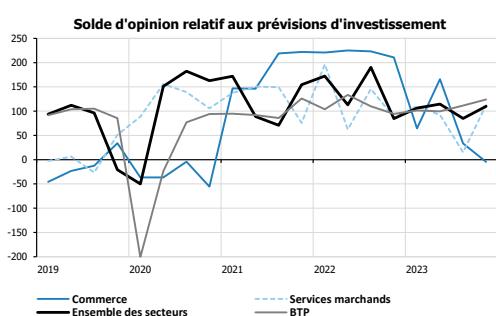
L'encours des crédits à la consommation poursuit sa croissance en 2023 (+5,8 %) à un rythme toutefois inférieur aux années précédentes (+6,9 % en 2022, +9,2 % en 2021).

Principales composantes de la consommation des ménages



Sources : Douanes

Des intentions d'investissement toujours bien orientées



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, données CVS

L'encours global des crédits octroyés aux entreprises s'élève à 579,9 millions d'euros (pour les établissements de crédit installés localement), soit une hausse de 6,1% sur un an (+11,4 % en 2022). L'encours des crédits d'investissement, qui représente 43,4 % du total, croît de 11,1 % (après +12,8 % en 2022). Celui des crédits immobiliers enregistre une croissance de 11,6 % après + 14,8 % en 2022.

Cette tendance pourrait se poursuivre en 2024 puisque malgré une conjoncture économique morose au second semestre de l'année 2023, les intentions d'investissement sur un an des chefs d'entreprise restent bien orientées.

Les importations de biens destinés aux entreprises connaissent une évolution contrastée. Les biens d'équipement professionnels augmentent de 15,1 % (+8,1 % en 2022). Les biens intermédiaires enregistrent quant à eux, une baisse de 6,4 %, en net contraste avec l'année 2022, caractérisée par une hausse de 19,6 %.

Des échanges extérieurs moins dynamiques

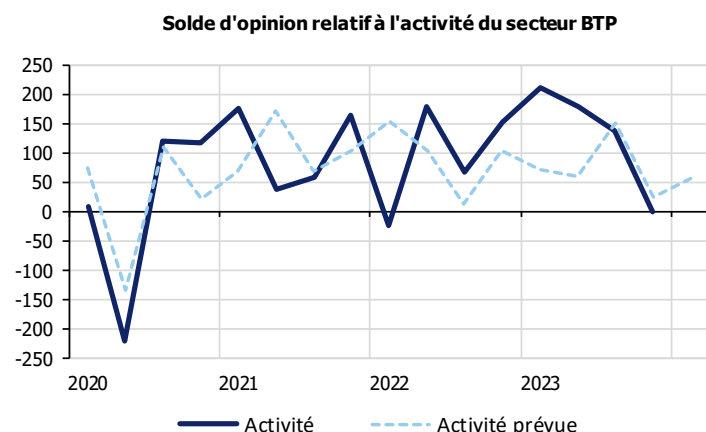
Les importations qui avaient fortement progressé en 2022 (+20,7 %), augmentent plus légèrement en 2023 (+1,6 %). Cette hausse est portée principalement par les biens d'investissement et plus modérément par les produits courants.

Les autres types de biens importés sont en net recul.

L'année 2023 voit les exportations augmenter de 13,5 % après +52,7 % en 2022. Elles demeurent toutefois très faibles, la balance commerciale continue d'être déficitaire, à hauteur d'un peu plus d'1 milliard d'euros sur l'année. Le taux de couverture des échanges extérieurs de biens s'élève à 1,1 %.

L'activité des principaux secteurs se contracte en fin de période

Un volume d'activité important dans le BTP, mais contraint au dernier trimestre



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

moyenne sur le reste de l'année. L'encours des crédits à l'habitat aux ménages progresse également (+7,4 % après +5,8 % en 2022).

Ternie à la fin de l'année par la crise de l'eau, l'activité dans le secteur de la construction connaît toutefois une année dynamique en 2023. Les professionnels constatent un volume d'activité important, avec un renforcement des carnets de commandes et des effectifs en hausse. En revanche, les chefs d'entreprise déclarent des délais de paiement particulièrement dégradés. Les niveaux de trésorerie demeurent également en berne tout au long de l'année.

Pour les premiers mois de 2024, les chefs d'entreprise du secteur sont moins nombreux à se montrer optimistes.

Sur l'année, l'encours des crédits immobiliers aux entreprises poursuit sa progression à un rythme soutenu (+11,6 % après +14,8 % en 2022). Néanmoins, cette dynamique a semblé ralentir au quatrième trimestre avec une croissance plus modérée, +1,8 % contre +3,1 % en

Une activité commerciale très affectée

L'activité commerciale s'est révélée en deçà des attentes des chefs d'entreprise. La succession des différentes crises a perturbé la fréquentation des commerces. Malgré une très faible amélioration au deuxième trimestre, le solde d'opinion relatif à l'activité est resté, toute l'année, sous sa moyenne de longue période. Les délais de paiement n'ont connu aucune amélioration et les trésoreries sont restées dégradées. Les commerçants nourrissent l'espoir d'une amélioration de l'activité en 2024.

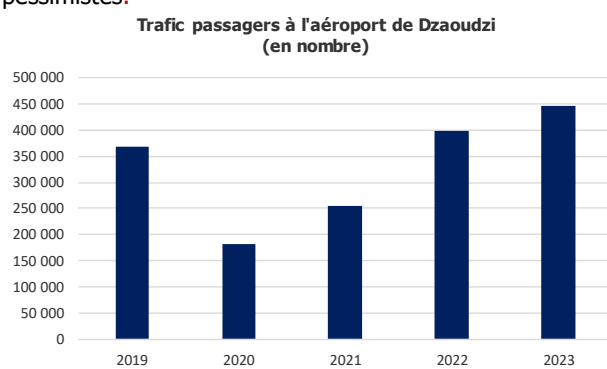
Un niveau d'activité en recul pour les services marchands

En recul sur un an, l'activité dans les services marchands a été favorable au premier semestre, mais comme dans l'ensemble des secteurs, la deuxième moitié de l'année est marquée par la contraction de l'activité. Les chefs d'entreprise constatent une amélioration des délais de paiement et une amélioration des trésoreries. Ils font part toutefois d'une réduction des effectifs et leurs prévisions d'activité pour le début d'année 2024 demeurent très pessimistes.

La fréquentation de l'île en hausse

En 2023, près de 450 000 passagers sont passés à l'aéroport de Mayotte, soit +12 % sur un an. Le nombre de vols évolue également au même rythme (+12,8 %).

Le secteur hôtelier voit son activité se développer à Mayotte. Le nombre de chambres offertes a augmenté de 42 % sur un an. Le nombre de nuitées est quant à lui en hausse de 51 % en 2023. Ainsi, le secteur hôtelier mahorais présente un taux d'occupation de 71 % sur l'année (65 % en 2022).



Source: Aéroport de Mayotte

L'activité bancaire poursuit son développement

La collecte est en progression

En 2023, la collecte globale des établissements installés localement est en nette augmentation, +12,5 % contre +5 % en 2022. Ainsi, les actifs financiers détenus par les sociétés et les ménages s'élèvent à 936,4 millions d'euros.

La collecte des ménages, représentant 61,5 % des actifs financiers, enregistre une croissance de 14,5 % (+9,5 % en 2022). Cette évolution est portée principalement par la forte progression des placements liquides (+24,5 % après +13,1 % en 2022). La collecte des entreprises connaît également une augmentation significative (+9,5 % contre -1,1 % en 2022).

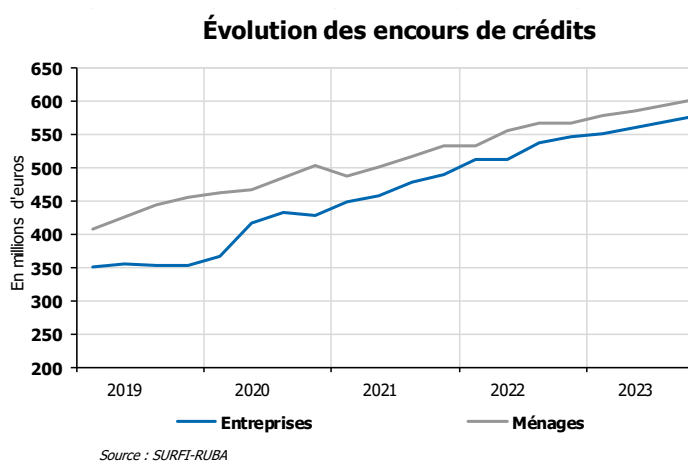
Les dépôts à vue qui représentent 53,6 % de la collecte globale, soit 501,8 millions d'euros, sont légèrement en hausse (+1,6 %). Enfin, l'épargne à long terme progresse également (+11,5 % contre + 9,4 % en 2022) pour s'établir à 142,3 millions d'euros.

La demande de financement se consolide

En 2023, l'encours brut total des crédits accordés à l'économie mahoraise par l'ensemble des établissements de crédit installés localement progresse de 8,5 % et s'établit à 1 358,9 millions d'euros (+11,2 % en 2022).

Les ménages portent un encours de 604,5 millions d'euros au 31 décembre 2023, en hausse de +6,3 % sur un an, après +6,5 % en 2022. L'encours des crédits à la consommation poursuit sa progression avec une hausse de 5,8 % (+6,9 % en 2022). Le crédit à l'habitat croît également (+7,4 %).

L'accompagnement financier des entreprises se poursuit. L'encours global s'élève à 579,9 millions d'euros (+ 6,1 % sur un an). L'encours des crédits d'investissement augmente de 11,1 % (+12,8 % en 2022) et celui des crédits immobiliers enregistre une hausse sensible de + 11,6 % après +14,8 % en 2022.



Une sinistralité maîtrisée

En décembre 2023, le taux de créances douteuses s'établit à 4,5 %, soit 1,5 point en deçà du niveau de 2022. L'encours brut s'élève à 60,6 millions d'euros, soit une baisse de 19 % sur un an.

2024, une reprise difficile

Si l'exercice 2023 augurait de perspectives favorables, dans la lignée des résultats de 2022, la tendance s'est radicalement inversée au second semestre. À la suite d'une succession de chocs ayant affecté le moral des agents économiques et impacté l'activité, la conjoncture économique s'est sensiblement dégradée.

Le début de l'année 2024 a été marqué par six semaines de blocage ayant paralysé l'économie du département. Les effets de ce nouveau choc viennent entamer davantage la confiance des chefs d'entreprise. Ils fragilisent à nouveau un tissu économique qui reste par ailleurs confronté à un certain nombre de handicaps structurels : difficultés de recrutement, déficit de services aux entreprises, manque d'infrastructures, absence de foncier, etc. Dans ce contexte, l'année 2024 s'annonce difficile. Les trésoreries, déjà mises à mal notamment par des délais de paiement structurellement longs, pourraient être à nouveau impactées. Par ailleurs, l'image du territoire pourrait être encore plus affectée accentuant ainsi les difficultés de recrutement et les départs de personnels qualifiés.

Le défi majeur auquel est confronté le territoire pour 2024 et les années à venir réside dans sa capacité à créer les conditions d'un développement économique durable et soutenable notamment par un accompagnement renforcé des entreprises, l'accélération de la réalisation des projets structurants et le développement de l'attractivité de l'île.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. CROISSANDEAU

Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF — Rédaction : N. OUMOURI, R. RAULT, M. MOUDJ — LAID